

# Introduction

« *Et toi dont l'art pieux sut lancer dans l'espace / Flèches et clochetons à l'élégante audace / Heureux Bigot, ton nom jamais ne périra!* »

Ces vers parus dans le journal *Le Quimpérois* au lendemain de l'inauguration des flèches de la cathédrale Saint-Corentin à Quimper, le 13 août 1856, témoignent de la popularité que connut alors Joseph Bigot dans sa ville natale et dans le Finistère<sup>1</sup>. Aujourd'hui, son nom est inconnu des Finistériens, hors du milieu des historiens mais le paysage architectural du département demeure pourtant encore marqué par ce maître d'œuvre prolifique. Si certaines personnalités du XIX<sup>e</sup> siècle, tels Viollet-Le-Duc, Labrousse, Lassus, Abadie ou Vaudremer ont fait l'objet de travaux de recherches et sont aujourd'hui reconnus, leurs homologues provinciaux sont pour la plupart tombés dans l'oubli dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Sans doute, leur approche généraliste du métier, dans une zone géographique peu étendue, les a-t-elle tenus à l'écart des débats qui ont jalonné le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Souvent, à la fois représentants de l'État et membres des professions libérales, ils ont pourtant joué un rôle déterminant dans la production architecturale.

La problématique du métier au XIX<sup>e</sup> siècle s'articule, comme l'écrit Jean-

Pierre Épron, autour de trois grands thèmes : le renouveau des techniques et des matériaux de construction, le débat sur les styles et le rapport à l'histoire<sup>3</sup>. L'image de l'architecte est directement liée à son approche de ces questions et à sa capacité à marquer sa différence avec les autres métiers du bâtiment. Encouragés par un contexte économique et politique favorable – l'explosion urbaine et la mise en place de nouvelles institutions engendrent une demande en programmes publics, tandis que l'éclosion d'une bourgeoisie industrielle fortunée dynamise la commande privée – les architectes prennent rapidement conscience de la nécessité de réorganiser leur profession.

« *Le véritable architecte nous paraît [...] celui qui est [...] apte à édifier la plus simple demeure et le monument le plus grandiose; celui qui aspire à posséder à la fois l'art, la science et la pratique*<sup>4</sup>. » Cette définition d'Édouard Charton en 1880 met en avant la complexité de la profession : à la fois « savant » et artiste, l'architecte se distingue du peintre et du sculpteur. La vision romantique de l'artiste, solitaire et incompris, qui apparaît au XIX<sup>e</sup> siècle se conjugue d'ailleurs mal avec l'image d'un métier où l'on gère des sommes d'argent importantes<sup>5</sup>. Alors que la commande s'étend et recouvre des domaines très divers, les architectes doi-

vent, en outre, se démarquer des ingénieurs et des entrepreneurs car la suppression des corporations et des académies, au lendemain de la Révolution, a placé les professions sur un pied d'égalité. Cette volonté d'indépendance est encore plus forte en province où la distinction entre les formations est peu claire.

C'est pour mettre fin à cette confusion que le passage par l'École des Beaux-Arts – alors uniquement parisienne – sans pour autant être obligatoire, se généralise peu à peu dès les années 1830. En province cependant, le coût des études dissuade les familles les moins fortunées d'y envoyer leurs enfants qui suivent alors une formation plus pratique auprès de professionnels, ingénieurs ou architectes. À travers l'exemple de Bigot, il s'agit d'analyser comment ces architectes ont reçu puis transcrit les théories et modèles élaborés par leurs confrères parisiens, pour la grande majorité formés à l'École des Beaux-Arts et organisés au sein de courants artistiques. Comment, en particulier, se positionnent-ils dans le débat sur les styles ?

L'apprentissage de Bigot se situe en outre en plein mouvement romantique suscitant un élan vers les ruines et les monuments médiévaux, vestiges d'un passé idéalisé. En 1823, la Société des antiquaires de Normandie, créée par Arcisse de Caumont, marque l'entrée en jeu des sociétés savantes et le point de départ d'un mouvement provincial dans la protection du patrimoine local. Créées pour une grande part entre 1830 et 1850, elles comptent de nombreux représentants de l'ancienne noblesse et ont pour but essentiel de veiller à la sauvegarde des monuments anciens, notamment par la publication de bulletins retraçant leurs activités. Parallèlement, l'État, après la circulaire Montalivet en 1810, met en place une organisation spécifique à la tête de laquelle est nommé, en 1830, un inspecteur des monuments historiques –

Ludovic Vitet puis Prosper Mérimée à partir de 1834 – secondé, après 1837, par une commission dont le rôle est de répartir, en fonction d'un classement, les fonds dégagés par l'État pour l'entretien des monuments. Son action est également relayée en province par des correspondants locaux chargés de rédiger annuellement deux rapports sur des édifices susceptibles d'être classés ou nécessitant des travaux à exécuter d'urgence<sup>6</sup>.

Dans le domaine de la restauration, les institutions parisiennes prennent rapidement le pas sur les organisations locales<sup>7</sup>. Cependant, dans les départements où les premières listes de classement ne relèvent qu'un nombre restreint de monuments, les architectes locaux, dont Bigot, ont longtemps agi librement sur les bâtiments, souvent avec la seule bénédiction du clergé et avec l'appui des sociétés savantes. Les rapports entre les acteurs de la vie culturelle locale et leur évolution dans le temps sont déterminants pour comprendre l'histoire de la restauration en province. Pour les architectes portés par le mouvement néo médiéval, elle devient en effet le terrain des contradictions de leur métier : faut-il restaurer ? Et, si oui, faut-il privilégier l'aspect fonctionnel de l'édifice, son histoire ou l'idée première qui l'a fait naître ? L'analyse des méthodes de restauration appliquées par Bigot, comparées à celles de ses contemporains, tels Lassus, Boeswillwald ou Viollet-Le-Duc, contribue à réévaluer l'ampleur et la nature des interventions souvent abusives, parfois salutaires, accomplies par des architectes dits « secondaires » sur l'ensemble du patrimoine religieux.

En matière de création architecturale se pose une autre question : quels enseignements tirer des témoignages architecturaux du passé dans la création contemporaine ? Le mouvement néo médiéval a en effet permis de découvrir les multiples variantes régionales de l'art gothique ou de l'art roman. Dans ce cadre, quels échos le discours de l'école diocésaine, affirmant

notamment la supériorité du XIII<sup>e</sup> siècle, a-t-il trouvés chez les architectes provinciaux? Comment ceux-ci ont-ils conjugué l'influence des courants artistiques dominants avec les références locales auxquelles ils sont naturellement attachés?

La démultiplication des tâches et l'éclatement que connaît alors la profession, entre activité libérale et officielle, entre construction et restauration, entre classicisme et Moyen Âge, caractérisent l'exercice de l'architecture en province au XIX<sup>e</sup> siècle. La carrière de Bigot recouvre la plupart des thèmes attachés à l'histoire de l'architecture de ce siècle. Avec plus de 400 interventions, allant de la simple réparation à la construction entière, il a travaillé dans les trois grands types de commandes, religieuses, publiques et privées. Par la diversité des fonctions occupées et par son exceptionnelle longévité, de 1835 à 1892, l'étude de sa carrière nous offre une matière remarquable quant à l'analyse de l'évolution de la profession. Il s'agit en outre de rendre compte de l'exercice du métier, des conditions de travail des architectes dans un pays où les voies de communication sont encore peu développées et plus globalement, de comprendre les enjeux du secteur de la construction.

Si la bibliographie offre peu de monographies comparables, les études généralistes sur le XIX<sup>e</sup> siècle sont nombreuses, surtout depuis les années 1980. Celles de François Loyer, Claude Mignot ou Bertrand Lemoine ont réhabilité une architecture parfois encore mal comprise<sup>8</sup>. Depuis les années 1970, les publications s'adressant aux seuls spécialistes et portant sur des bâtiments particuliers avaient déjà révélé l'intérêt de ce siècle en démontrant l'extrême variété de sa production architecturale<sup>9</sup>. À l'opinion du grand public également, la réhabilitation de l'architecture du XIX<sup>e</sup> siècle est en cours : outre les grands monuments symboliques, les passages couverts, gares et autres bâtiments industriels sont désormais des lieux de

visite privilégiés des touristes. Les constructions plus banales sont encore méconnues d'un large public mais commencent à être étudiées. Ainsi, l'œuvre de Joseph Bigot fait, depuis quelques années, l'objet d'une attention nouvelle dans le Finistère<sup>10</sup>.

L'étude de sa carrière est d'autant plus intéressante qu'elle est étayée par des archives d'une richesse exceptionnelle provenant de son cabinet d'architecture. Les documents ont été divisés en deux fonds, versés en 1904, à la mort de son fils Gustave, aux Archives départementales du Finistère et aux Archives de l'Évêché de Cornouaille. Le premier se compose principalement des dossiers d'édifices publics et de commandes particulières tandis que le second porte essentiellement sur les bâtiments religieux.

On ne peut ignorer qu'une partie des archives du XIX<sup>e</sup> siècle dort encore dans des greniers dans l'attente d'un dépouillement. De même, la production de Bigot est telle qu'il est difficile d'en évaluer l'exacte ampleur : certaines interventions mineures sont difficiles à étudier. Ont-elles seulement été exécutées? En l'absence de documentation nous ne pouvons pas toujours l'affirmer. L'enquête sur le terrain ne comble pas toujours les lacunes des archives. Le temps a parfois effacé les interventions de Bigot, notamment en matière de restauration lorsque les campagnes du XX<sup>e</sup> siècle les ont condamnées. En outre il n'est pas toujours possible de localiser certaines réalisations. Un autre aspect de l'architecture du XIX<sup>e</sup> siècle complique l'étude sur le terrain : certaines productions en série peuvent faire attribuer à l'architecte des édifices dont il n'est pas l'auteur. La standardisation de l'architecture, peu productrice d'archives, nous empêche sans doute d'embrasser l'ensemble de l'œuvre de l'architecte.

Inscrite dans un contexte local particulier où se ressent un fort attachement à une identité bretonne, l'œuvre de Bigot est d'abord celle d'un personnage public parfaitement intégré à la notabilité quim-

péroise. Après avoir brièvement décrit le contexte historique local on s'attachera à étudier le cheminement professionnel de cet architecte – ses origines sociales, sa formation, son cadre familial, sa réussite financière et politique – et à comprendre les enjeux du métier, son organisation, puis sa position dans les débats qui ont jalonné la période concernée. Ce n'est qu'à partir de cette étude préalable qu'on pourra cerner l'activité proprement architecturale de Joseph Bigot, laquelle se divise en trois grandes catégories – religieuse, publique et privée – où se démarquent respectivement trois grands chantiers : l'achèvement de la cathédrale de Quimper mais aussi la construction du musée municipal dans la même ville ou la réalisation de son œuvre la plus énigmatique et emblématique, le château de Keriolet pour des commanditaires hors du commun. Parallèlement, il ne faut pas négliger les productions sérielles d'écoles, de presbytères et même d'églises, qui révèlent une approche très différente mais inévitable de l'architecture du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Notes

1. *Le Quimpérois*, 13 août 1856.
2. Sur les architectes de province, citons deux thèses importantes : VEILLARD (E.), *Rennes au XIX<sup>e</sup> siècle : architectes, urbanisme et architecture*, Rennes, éd. Du Thabor, 1978, 518p.; FOUCAUD (O.), *Jacques-Jean Esquié (1817-1884), architecte à Toulouse*, thèse de doctorat, Toulouse 2, 1989, 499 p.
3. EPRON (J.-P.), *Comprendre l'éclectisme*, Paris, Norma éditions, Institut français d'architecture, 1997, p. 1-29.
4. « La profession d'architecte », *les Cahiers de la recherche architecturale*, n° 2, 1978, p. 17-21
5. JACQUES (A.), *La carrière de l'architecte au XIX<sup>e</sup> siècle*, catalogue d'exposition, musée d'Orsay, 9 décembre 1986 - 1<sup>er</sup> mars 1987, Paris, RMN, 1986, p. 6.
6. La première liste des monuments classés est finalement dressée en 1840. BERCE (F.), *Les premiers travaux de la commission des monuments historiques, 1837-1848*, Paris, Picard, 1979, p. 10.
7. BERCE (F.), « Les sociétés savantes et la protection du patrimoine monumental », dans *les Actes du 100<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes*, Paris, 1975, colloque interdisciplinaire sur les sociétés savantes, Paris, Bibliothèque Nationale, 1976, p. 163. Les grands chantiers de restauration sont en général confiés aux architectes proches de la commission des MH. La création du comité des édifices diocésains, en 1848, constitué d'architectes, confirme par la suite cette tendance centralisatrice.
8. LEMOINE (B.), *La France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Martinière, 1993, 197p.; LOYER (F.), « Le XIX<sup>e</sup>, un siècle de grande architecture », *Monuments historiques*, n° 109, 1980, p. 21-26; LOYER (F.), *Le siècle de l'industrie, 1789-1914*, Paris, Skira, 1983, 319p.; LOYER (F.), *Histoire de l'architecture française de la Révolution à nos jours*, Paris, Mengès, éditions du Patrimoine, 1999, 498p.; MIGNOT (C.), *L'architecture au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, éd. du Moniteur, 1983, 325 p.
9. EPRON (J.-P.), *Comprendre...*, *op. cit.*, 359 p.
10. L'article le plus important est celui de Jeanne Baylé publié en 1977; BAYLE (J.), « L'architecte quimpérois Joseph Bigot (1807-1894) », *BSAF*, t. CV, 1977, p. 219-277.